



RUCHE

Réseau Universitaire de Chercheurs
en Histoire Environnementale



Une autre histoire des modernisations agricoles au XXe siècle

15-16 septembre 2017 à Paris

Colloque organisé par le RUCHE (Réseau Universitaire de Chercheurs en Histoire de l'Environnement), l'AHPNE (Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement) et le Centre Alexandre Koyré (CNRS-EHESS-MNHN).

Organisation :

Christophe Bonneuil (CAK, EHESS), Léna Humbert (EHESS), Henry Jaffeux (AHPNE) et Margot Lyautey (EHESS)

Comité scientifique

Pierre Alphantery (Inra, AHPNE), Pierre Cornu (LER, Univ. Lyon 2), Laurent Coumel (Cercec, RUCHE), Laurent Herment (CRH, Cnrs), Claire Lamine (EcoDev, Inra), Benoit Leroux (GRESKO, Univ. Poitiers), Tiago Saraiva (Drexel University, Philadelphia).

Appel à propositions de communications

Depuis *La fin des paysans* (Mendras, 1967), l'histoire de l'agriculture française au XXe siècle a longtemps fait l'objet d'un traitement à la fois nostalgico-critique (la fin d'une société paysanne) et moderniste (un « retard », une modernisation « nécessaire », un passage de l'« immobile » à l'innovation, etc.). Le cadre finalement partagé par ces deux types de lecture a pu être questionné et dépassé à mesure que se sont renouvelées l'histoire et la sociologie des modernisations agricoles et les études rurales, tout comme les multiples initiatives questionnant l'ancien modèle modernisateur. Le propos de ce colloque sera alors de donner à voir ces renouveaux, les chantiers de recherche en cours sur les transformations de l'agriculture au XXe siècle, et de revisiter l'histoire de la modernisation agricole française des décennies d'après-guerre.

En premier lieu, il importe de situer la voie française dans un cadre international et comparatif des modernisations agricoles de la *Progressive Era* états-unienne de la fin du XIXe siècle au marché commun Européen, en passant par les « révolutions vertes » dans les Suds ou les transformations agricoles dans l'Europe fasciste et nazie (Cabo et al., 2014) ou communiste. Une communication plénière et deux sessions au moins seront en anglais et consacrées à ces éclairages. Jouant sur les échelles, on y articulera les enquêtes les plus

empiriques et locales à une multiplicité de cadres d'analyse qui ont pu être proposés : victoire non sans résistances (Salmona, 1994; Lynch, 2011) de la société urbaine industrielle, conquête de l'hégémonie des « exploitants agricoles » au détriment des paysans sur un secteur désormais inséré dans l'économie industrielle et mondiale (Muller, 1984 ; Alphanféry et al., 1989), affirmation et transformations d'une technostucture de conseil et de recherche agricole, genèse d'un nouveau « Food Regime » mondial et montée de l'agro-industrie (Friedmann, 2005, Allaire & Daviron, 2017), affirmation d'un nouveau biopouvoir quand la qualité génétique des plantes et animaux agricoles devient affaire d'État (Flitner, 2003), bouleversement des flux de matière et d'énergie associés aux systèmes agricoles (Smil, 2000 ; Telo et al., 2017), etc.

En deuxième lieu, le colloque accueillera une diversité de travaux historiques éclairant les différentes facettes des transformations de l'agriculture française entre les années 1940 et les années 1980. Plusieurs sessions de communications et plénières y seront consacrées. Il s'agit de saisir cette modernisation comme un ensemble de choix ni inexorables ni nécessaires, portés par des acteurs situés, des imaginaires particuliers (de l'avenir, du bien, du juste, de la productivité et du « progrès »), des investissements de forme, des instruments de gouvernement et des indicateurs de performance (la productivité, l'UTH, la SMI...) historiquement construits (Pessis et al. 2013). L'analyse des systèmes d'action « modernisateurs » (Brunier, 2016), de leur dynamique politique et de leurs résultats économiques peut aussi se doubler de celle des hétéronomies, des souffrances sociales, et des impacts environnementaux.

La mutation agricole et alimentaire d'après 1945 fut de fait l'un des principaux facteurs d'altération des écosystèmes sur l'ensemble du territoire français. Et ces transformations brutales, à grande échelle et sans précédent, des campagnes suscitèrent immédiatement des réactions qui constituèrent une des facettes d'une préoccupation montante dès les années 1950 pour la protection de la nature et de l'environnement. Il va en naître une conflictualité et une institutionnalisation (Charvolin, 2003). Si le ministère de l'Agriculture est porteur de la loi de 1960 sur les parcs nationaux, s'instaure bientôt une séparation du secteur agricole et de la régulation environnementale, le droit de la protection de la nature sortant de sa matrice originelle, le code rural.

Pour écrire cette histoire renouvelée des transformations rurales, agricoles, alimentaires, sociales et environnementales des années 1940-1980 en France, ainsi que des conflictualités et politiques associées, seront alors bienvenus les travaux mettant à jour de nouvelles sources, ou encore ceux mobilisant, au service de l'histoire, des méthodes et des indicateurs biologiques et physiques (et des études sociales de la production de ces données). Il convient aussi de redonner une voix aux multiples résistances longtemps gommées dans le grand récit des vainqueurs de la « modernisation » et de réinterroger à nouveau frais les formes de gouvernement du « progrès » et de ses contestations (l'organisation de l'expertise agronomique, environnementale, toxicologique ou nutritionnelle par exemple). Il serait notamment intéressant de mieux saisir comment furent débattus dès l'aube de la modernisation agricole des sujets de conflits aujourd'hui très vifs tels que l'impact du remembrement et de la monoculture sur le paysage et la biodiversité, la qualité alimentaire, la question du sol, ou encore le remplacement de l'agriculture paysanne par les pratiques agricoles « chimiques » dans les systèmes intégrés de l'agro-alimentaire. L'apport de l'histoire des agricultures et alimentations alternatives (Bivar, 2017) ou des conflits entre

secteur agricole et autres usages du territoire, et d'une façon générale les apports de l'histoire environnementale seront évidemment bienvenus.

Dans un 3^e volet de ce colloque on interrogera, aujourd'hui et en France, les traces, les héritages et le poids, encore persistant, des modèles de modernisation de la période 1940-1980s. Une table ronde plénière et des sessions de communication, ouvertes à toutes les disciplines des sciences sociales et agro-écologiques, y seront dédiées.

Seront alors encouragées des études sur la façon dont la « modernisation » d'après-guerre est mise en mémoire et en récit dans les discours contemporains, tant des acteurs que des sciences humaines et sociales, ainsi que des analyses d'initiatives et dynamiques collectives venues depuis les années 1980, questionner ou infléchir les héritages, inerties et verrous socio-techniques des décennies modernisatrices.

Le dépassement du cadre de lecture de la modernisation agricole à double face de Janus évoqué au début de cet appel, a été permis par un essor de l'histoire environnementale ainsi que par un élargissement et une diversification des approches des études rurales. Nous souhaitons que ce colloque contribue à offrir un cadre de dialogue, de confrontation et de synthèse entre ces approches.

Pour soumettre une proposition de communication (proposant une étude reliée à l'un des trois volets ci-dessus), envoyez un texte d'une à deux pages, comprenant un résumé (une page maxi), des références bibliographiques (5 à 15) et une présentation de l'auteur (quelques lignes) **avant le 30 avril 2016** (à lena.c.humbert@live.fr et christophe.bonneuil@cnrs.fr). Le comité scientifique donnera son retour avant fin mai. Les jeunes chercheurs sont particulièrement bienvenu.e.s.

Les financements dont nous disposons ne nous permettent malheureusement pas, sauf exception, de prendre en charge les frais de transport et de séjour des participants.

Il sera demandé aux intervenant.e.s retenu.e.s par le comité scientifique d'envoyer un texte complet avant le 2 septembre (entre 25 et 50.000 signes), pour circulation aux autres intervenants de même session, et en vue de possibles publications à suivre rapidement.